



Photo : pierre matgé

Dans son évaluation économique, sociale et financière du pays, le conseil économique et social a consacré un chapitre aux répercussions possibles de la crise financière au Luxembourg.

Le ralentissement économique se profile

Si le Luxembourg a bien commencé l'année 2007 et a réalisé une bonne croissance à 5 %, selon le CES, le temps du ralentissement économique est venu et 2008 sera une année de corrections et de rigueur.

Malgré un excellent début d'année 2007, Le Luxembourg a été pris, comme le reste du monde, dans la spirale de la crise financière qui a secoué quelques-uns de ses indicateurs économiques. Ils restent cependant bien meilleurs que ceux de la zone euro.

De notre journaliste
Delphine Dard

Sans les retombées de la crise financière, l'économie luxembourgeoise n'aurait sans doute pas ralenti en 2007. Le comité économique et social (CES) a d'ailleurs souligné hier les bons résultats en 2007 de la consommation privée des ménages, qui a été poussée par l'accélération de l'emploi. Mais la crise est arrivée et la croissance économique du pays s'est établie à 5 % en 2007 contre 6,1 % en 2006. Ce résultat demeure toutefois bien meilleur que celui de la zone euro, qui a réalisé une croissance de 2,7 % en 2007. Jusqu'à octobre 2007, la faible progression de produits pétroliers a même permis au

pays de faire reculer l'inflation de 2,7 % en 2006 à 2,3 % en 2007. Mais la hausse des denrées alimentaires a fait exploser ce chiffre à la fin de l'année. Cette hausse a d'ailleurs bien profité au secteur agricole luxembourgeois qui, poussé par le cours des produits laitiers, à la base de sa production, a connu une hausse de son revenu de l'ordre de 14 %.

«Le taux d'inflation est préoccupant. Le CES a été saisi par le gouvernement pour examiner les multiples déterminants qui sont à la base de l'inflation. Cet avis sera élaboré pour la fin de l'année 2008», a souligné hier Romain Schmit, président du CES.

Malgré tout, le pays n'a que peu senti en 2007 les premiers effets du ralentissement économique. Le marché du travail, qui réagit après l'activité économique, a poursuivi sa croissance en 2007 : 13 000 emplois ont été créés principalement dans le secteur financier. Le Luxembourg a ainsi connu la plus forte progression de l'emploi de l'UE des 27. Le chô-

Des chiffres qui restent bons

En 2007, le Luxembourg a enregistré une croissance de 5 % contre 6,1 % en 2006. Un résultat au-dessus de celui de la zone euro, qui a réalisé une croissance de 2,7 %. L'infla-

tion devrait monter à 2,9 % dans le pays en 2008 contre 2,3 % en 2007. 2008 sera une année plus difficile pour le pays qui connaîtra un ralentissement.

mage s'est également inscrit en baisse à 4,2 % contre 4,5 % en 2006. Seul bémol, le chômage de travailleurs handicapés et des actifs de plus de 50 ans continue à progresser d'une façon importante à respectivement 30 et 15 % par an.

Les bons fondamentaux économiques ont permis dans l'ensemble à la plupart des secteurs d'activités du pays de réaliser de bons chiffres en 2007 comme l'Horesca, qui a vu son chiffre d'affaires progresser de 3 %, sans doute grâce à l'année culturelle au Luxembourg. Mais tout comme

l'industrie luxembourgeoise, qui a connu un ralentissement en fin d'année, d'autres secteurs ont commencé à montrer des signes de faiblesse comme le commerce qui a régressé ou les transports aériens et Luxair, qui ont perdu plus de 5 % de passagers. Le secteur financier a bien entendu été touché et le décalage entre la crise financière et le début d'un ralentissement de l'économie réelle, amène donc le CES à penser que 2008 devrait être une année bien morose, pendant laquelle il faudra sans doute se serrer la ceinture. Le

Statec a d'ailleurs révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2008 qui passe de 4,5 à 4 %, ce qui reste toutefois très au-dessus des 2 % que devrait enregistrer la zone euro. Le Luxembourg table sur une croissance toutefois assez soutenue grâce à la baisse de la fiscalité et au boni pour enfant, qui devraient stimuler la demande intérieure. La hausse de l'emploi devrait faiblir tout en continuant et le chômage devrait continuer à baisser. Mais avec une inflation à 2,9 % et selon des prévisions plus pessimistes du FMI, la crise financière pourrait bien faire augmenter le chômage.

Le CES, qui promeut avant tout la cohésion sociale, ne cache pas son inquiétude à l'égard du pays où les services financiers jouent un rôle majeur et alors que le nombre de personnes aux petits revenus augmente comme celui des ménages proches du seuil de pauvreté. Ces données sont inquiétantes dans un contexte inflationniste propice à dégrader un peu plus leur situation.

Hausse plus frileuse des prix en avril

Au mois d'avril, l'inflation est restée inchangée à 3,5 % et l'indice des prix à la consommation a progressé plus faiblement.

La hausse des prix a été plus frileuse en avril, marquant un répit dans la hausse par rapport au mois précédent. La flambée du prix du pétrole continue toutefois à maintenir la hausse des prix.

Après la forte progression du mois de mars (0,75 %), l'indice des prix à la consommation, établi par le Statec, a donc connu au mois d'avril une progression moins prononcée de 0,25 %. L'indice exprimé en base 100 en 2005 se chiffre à 108,43 points. À l'heure où le prix du baril de pétrole dépasse le seuil record des 120 USD sur les marchés internationaux, l'indice des produits pétro-

liers augmente de 1,40 % entre les mois de mars et avril. Au mois de mars les prix des produits pétroliers retenus pour le calcul de l'IPCN avaient augmenté de 4,71 %.

➤ Répit pour l'inflation

Le taux d'inflation sur douze mois n'a pas varié et se stabilise à 3,5 % en avril. Le taux d'inflation sous-jacente conserve également sa valeur de 2,4 % atteinte en mars. Sa progression mensuelle de 0,20 % s'explique notamment par l'augmentation des prix des cigarettes,

des repas, boissons et autres petites collations dans les restaurants, des services d'entretien des logements etc.

Les mouvements de prix relevés pour les produits pétroliers se sont échelonnés de +4,6 % pour le gaz naturel, +1,2 % pour le gasoil chauffage, +1,1 % pour l'essence à +0,2 % pour le diesel. Par ailleurs, les variations de prix les plus élevées ont concerné les légumes en conserve (+4,8 %), les huiles alimentaires (+4,1 %), les vins blancs (+3,4 %), les services d'entretien du logement (+3 %), le miel (+2,5 %), et les cigarettes (+2,3 %).

Indicateurs-clés de l'économie luxembourgeoise

Le Statec prévoit une détérioration de tous les indicateurs économiques durant l'année 2008.

En 2008, tout le monde est d'accord pour dire que l'inflation (IPCN) va progresser. En revanche, le FMI établit des prévisions plus pessimistes que le Statec pour le Luxembourg, qui ne réaliserait qu'une croissance du PIB de 3,1 % en 2008 et de 3,2 % en 2009.

en %	2006	2007	2008	2009
PIB (en vol)	6,1	5,0	4,0	5,0
Emploi	3,7	4,5	4,0	3,5
Taux de chômage	4,8	4,8	4,6	4,7
IPCN	2,7	2,3	2,9	2,3
Coût salarial nominal moyen	4,5	4,0	2,9	3,5